

## Report on the results of the sexual harassment survey

More than two years ago, CHA Council members initiated a discussion about sexual harassment. Inspired in part by the #MeToo movement, and in part by actions taken by the American Historical Association under the leadership of Mary Beth Norton, Council members worked toward designing a survey of personal experiences at the annual meeting. That seemed a logical starting-point: if we could figure out what was happening at Congress, we would be in a far better position to design a policy around sexual harassment than to do so blindly.

The survey itself was difficult to design, and ultimately fell somewhat short of our high expectations. In an effort to establish a usable data set of historians' experiences across North America, we based the CHA survey on a similar set of questions used by the American Historical Association in a survey of its membership in 2018; the AHA survey had similarly been based on one just completed by the American Political Science Association. Our questions were designed to understand the experience of gender-based harassment (and, more broadly, misconduct) at Congress, in order to design a policy that might have some effect at events that we host; the questionnaire did not address questions of harassment beyond the environment of the annual meeting, nor did it pose questions about the experiences of racism which, in many cases, are intimately entwined with the issue of sexual harassment that this survey was designed to consider.

Nevertheless, despite some shortcomings, the results of the survey have been extremely helpful in directing CHA Council toward a sexual harassment policy. The response rate was remarkable: 258 people completed the survey. Women made up 52.5% of the respondents; 3.5% of the respondents were gender non-conforming or preferred not to answer. Almost 80% had completed a PhD, and close to half were tenured faculty members at a university. Graduate student made up 12.5% of the respondents, 16% were non-tenure track faculty, post-docs and independent scholars, and about 5% were public historians. Almost half of those who responded had been to the most recent Congress at UBC, and almost all had attended a Congress in the last five years.

The questions relating to experiences of harassment referred specifically to Congresses held between 2015 and 2019. In these years, 11.5% of the respondents reported that they had been put down or were treated with condescension

more than once; almost 12% reported that they had been put down once; the remainder indicated that they had not experienced such behaviour at recent Congresses. Slightly more than 12% of those surveyed indicated that offensive remarks had been made in their presence on one or more occasions. Eight percent of respondents had been stared or leered at in a way that made them uncomfortable, and 4% said that they had experienced unwanted attempts to establish a romantic sexual relationship despite efforts to discourage it. Less than one percent of the respondents reported being bribed with some sort of reward to engage in sexual behavior and 5.5% reported being touched in a way that made them feel uncomfortable. No one indicated that they felt threatened with some form of retaliation for having rejected sexual advances.

The results of the CHA survey parallel that undertaken by the AHA in some important ways: the demographic of the respondents was similar, and in each of the questions regarding both sexism, on the one hand, and the experience of sexual harassment, on the other, the positive response rate from the CHA survey was *slightly* (but only slightly) less than the positive responses in the AHA survey. Unlike our American counterpart, the CHA did not undertake this survey as a reactive measure following a complaint of sexual harassment, but it nevertheless made clear that there is evidence of both sexism and harassment at Congress.

Overall, the results were illuminating, but they provide only a partial snapshot of what has been happening at Congress. The survey will be a useful tool, but not the only one, in designing a sexual harassment policy for the CHA. Overall, our goal is to design a policy that will meet the future needs of the association,

rather than have to react to crises as they arise. However,

as the instance of anti-black racism at Congress 2019 laid bare, harassment in academic settings takes on forms beyond that which has been encompassed by our survey. While this sexual harassment survey has been an important first step, moving forward, the CHA will work to develop harassment policies designed to address the problem more broadly. Our annual meetings need to be inclusive spaces, where everyone can feel safe to present their research, engage in the work of others, and participate in networking opportunities. This survey has been an important first step in that direction.





# Rapport des résultats du sondage sur le harcèlement sexuel

Il y a plus de deux ans, les membres du Conseil d'administration de la SHC ont entamé une discussion sur le harcèlement sexuel. Inspirés en partie par le mouvement #MoiAussi et en partie par les mesures prises par l'American Historical Association sous la direction de Mary Beth Norton, les membres du Conseil ont travaillé à la conception d'un sondage sur les expériences personnelles des membres à la réunion annuelle. Cela semblait un point de départ logique : si nous pouvions comprendre ce qui se passe au Congrès, nous serions en meilleure position pour créer une politique sur le harcèlement sexuel que de le faire à l'aveuglette.

Le sondage a lui-même été difficile à concevoir et n'a finalement pas répondu à nos attentes élevées. Dans le but d'établir un ensemble de données utilisables sur les expériences des historiens en Amérique du Nord, nous avons fondé le sondage de la SHC sur un ensemble de questions similaires utilisées par l'American Historical Association dans un sondage auprès de ses membres en 2018 ; celui de l'AHA avait également été fondé sur le sondage que l'American Political Science Association venait de compléter. Nos questions ont été conçues pour comprendre l'expérience du harcèlement fondé sur le sexe (et, de façon plus générale, sur l'inconduite) au Congrès, afin de concevoir une politique qui pourrait avoir une certaine portée lors des activités que nous organisons ; le questionnaire n'a pas abordé les questions de harcèlement en dehors du contexte de la réunion annuelle, ni posé de questions sur les expériences de racisme qui, dans plusieurs cas, sont étroitement liées au harcèlement sexuel, le sujet sur lequel ce sondage a été conçu.

Néanmoins, et malgré certaines lacunes, les résultats du sondage ont été extrêmement utiles pour orienter le Conseil de la SHC dans l'élaboration éventuelle d'une politique sur le harcèlement sexuel. Le taux de réponse a été remarquable : 258 personnes ont répondu au sondage. Les femmes représentaient 52,5 % des répondants ; 3,5 % des répondants se disent non conformes au genre ou préféreraient ne pas répondre. Près de 80 % d'entre eux ont obtenu un doctorat et près de la moitié étaient des professeurs titulaires d'une université. Les étudiants des cycles supérieurs représentaient 12,5 % des répondants, 16 % étaient des professeurs non titulaires, des postdoctorants et des chercheurs indépendants, et environ 5 % étaient des historiens publics. Près de la moitié de ceux qui ont répondu avaient assisté au dernier Congrès à l'UBC et presque tous avaient assisté à un Congrès au cours des cinq dernières années.

Les questions relatives aux expériences de harcèlement concernaient spécifiquement les congrès tenus entre 2015 et 2019. Au cours de ces années, 11,5% des personnes interrogées ont déclaré avoir été humiliées ou avoir rencontré certains membres qui avaient fait preuve de condescendance en leur parlant plus d'une fois ; près de 12% ont déclaré avoir été humiliées une fois ; les autres ont indiqué qu'elles n'avaient pas subi de tel comportement lors des derniers congrès. Un peu plus de 12 % des personnes interrogées ont indiqué que des remarques offensantes avaient été faites en leur présence en une ou plusieurs occasions. Huit pour cent des répondants avaient été dévisagés ou regardés d'une façon qui les mettait mal à l'aise et 4 % ont dit que certains avaient tenté d'établir une relation sexuelle romantique non désirée malgré les efforts pour la décourager. Moins d'un pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir été soudoyées avec une promesse de récompense pour s'engager dans une relation sexuelle et 5,5% ont déclaré avoir été touchées d'une manière qui les a mises mal à l'aise. Personne n'a indiqué se sentir menacé.e d'une certaine forme de représailles pour avoir refusé des avances sexuelles.

Les résultats du sondage de la SHC correspondent à ceux de l'AHA à certains égards importants : le profil démographique des répondants était semblable et, dans chacune des questions concernant le sexisme d'une part, et le harcèlement sexuel de l'autre, le taux de réponse positif du sondage de la SHC était *légèrement* (mais seulement légèrement) inférieur aux réponses positives du sondage de l'AHA. Contrairement à notre homologue américaine, la SHC n'a pas entrepris cette enquête en réaction à une plainte de harcèlement sexuel, mais elle a néanmoins indiqué clairement qu'il y avait des preuves de sexisme et de harcèlement au Congrès.

Dans l'ensemble, les résultats ont été édifiants, mais ils ne donnent qu'un aperçu partiel de ce qui se passe au Congrès. Le sondage sera un outil utile, mais pas le seul, dans la conception d'une politique sur le harcèlement sexuel pour la SHC. Dans l'ensemble, notre objectif est de concevoir une politique qui répondra aux besoins futurs de la société, plutôt que de devoir réagir aux crises au fur et à mesure qu'elles surviennent. Cependant, comme l'exemple de racisme anti-noir au Congrès de 2019 l'a révélé, le harcèlement dans les milieux universitaires prend des formes qui vont au-delà de ce qui a été inclus dans notre enquête. Bien que ce sondage sur le harcèlement sexuel ait été un premier pas important vers l'avenir, la SHC élaborera des politiques sur le harcèlement conçues pour aborder le problème de façon plus générale. Nos réunions annuelles doivent être des espaces inclusifs où chacun peut se sentir en sécurité pour présenter sa recherche, s'engager dans le travail des autres et participer à des occasions de réseautage. Cette enquête constitue un premier pas important dans cette direction.